

Système d'hacienda et espace communautaire

Dualisme, organisation et représentations du travail
dans une grande hacienda de la côte équatorienne*

Charles-Édouard DE SUREMAIN**

INTRODUCTION

Les divers spécialistes qui ont mené des recherches sur les grandes plantations contemporaines d'Amérique latine se sont surtout attachés à étudier leurs conditions historiques de formation, les particularités de leur implantation géographique, leurs caractéristiques agricoles, leur influence sur de massives migrations humaines et, finalement, leur poids dans l'histoire économique et politique de différents pays colonisés¹. Dans l'état actuel de la recherche, en revanche, on connaît assez mal l'organisation sociale et les représentations du travail que se font les ouvriers rattachés à ces exploitations de création récente. Ces dernières constituent pourtant de véritables creusets socio-culturels qui méritent d'être étudiés « de l'intérieur » selon les règles de la méthode anthropologique².

En quoi les nouvelles *haciendas* de la côte équatorienne secrètent-elles des micro-sociétés originales ? La société de plantation étudiée ici apparaît douée d'une organisation sociale spécifique ; les acteurs qui y vivent véhiculent des représentations et des comportements à la fois nouveaux — liés aux contraintes d'un univers de travail

* Ce travail est le fruit d'une recherche menée lors de notre rattachement à l'Institut français d'études andines entre septembre 1989 et janvier 1991.

** *Ethnologue*, université de Tours, 45, rue Mathurin-Régnier, 75015 Paris.

¹ Cf. MATOS MAR (1970) au Pérou ; MINIZ et WOLF (1975) en Amérique centrale et dans les Caraïbes ; STEWARD *et al.* (1956) à Porto Rico.

² A l'instar des études de BOURGOIS (1989), au Costa Rica, et de BOSSEN (1982) et DESSAINT (1952), au Guatemala, par exemple.

capitaliste — et hérités des sociétés andines dont ils sont originaires, pour la plupart.

LE SYSTÈME DE PLANTATION³

Petite histoire de l'hacienda : les aléas de la colonisation et d'une destinée

L'hacienda La Fama est la propriété d'un Colombien depuis 1967. Avant de venir en Équateur, don Fernando était planteur de café dans la région de Medellín. Mais il nous confie avoir vendu son exploitation car :

« la caféiculture n'était plus rentable et, surtout, fort peu sûre compte tenu des nombreux problèmes sociaux et politiques qui régnaient alors en Colombie. Le *racket* levé par la guérilla, la violence des militaires, tout m'a incité à venir dans cette région où on racontait que la main-d'œuvre était abondante, bon marché, docile, et où la terre produisait bien. Je ne suis pas déçu ».

L'arrivée de don Fernando dans la région de Santo Domingo de Los Colorados n'est donc pas le fruit du hasard. Il sait que s'y effectuer « un grand partage foncier [et que] la terre s'y acquiert pour pas cher et facilement ». De fait, notre planteur rachète six « lots de colonisation » de 50 hectares chacun à des colons équatoriens originaires, pour trois d'entre eux, de la sierra (la région de hautes montagnes) et, pour les trois autres, de la Costa (la plaine littorale)⁴.

« Ces derniers, dit-il, ne recevaient aucune assistance technique, financière ou agricole de la part de leur gouvernement. Je leur

³ Conformément à l'usage sur la côte équatorienne, nous emploierons indifféremment les termes *hacienda* ou *plantation*. Nous rappelons toutefois que la distinction entre ces deux termes a fait l'objet d'un débat en anthropologie (MINTZ et WOLF, 1975 : 490) pour différencier les propriétés d'origine coloniale (*haciendas*) des exploitations esclavagistes puis capitalistes (plantations).

⁴ La loi de réforme agraire équatorienne de 1964 s'accompagne d'une loi de colonisation. Cette dernière ouvre au défrichement les piémonts andins occidentaux et orientaux de la cordillère des Andes qui traverse l'Équateur. Afin d'obtenir la légalisation de leur terre, les colons durent créer des « lots de colonisation », de 50 hectares au maximum, et s'associer à dix autres exploitants pour former une « coopérative agraire ». C'est l'*Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización* (Ierac) qui fut chargé de contrôler l'application de ces mesures. Pour échapper à ces contraintes administratives, don Fernando dut « y aller de sa poche » et entretenir d'excellentes relations avec les fonctionnaires locaux de l'Ierac.

ai pratiquement sauvé la vie en leur rachetant leurs terres à peine défrichées et en leur proposant du travail sur place. »

don Fernando défriche alors la forêt vierge. Cette époque de dur labeur reste pour lui un grand souvenir ; elle marque le point de départ de l'existence de l'hacienda : « Avant, il n'y avait rien, que des jaguars, des singes et des arbres si grands qu'ils masquaient le ciel. » Alors, il loue les services de plusieurs « agents recruteurs » chargés de lui pourvoir la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution de cette lourde tâche. Les « équipes » (*cuadrillas*) de travailleurs temporaires qui viendront défricher la forêt proviennent des hautes terres des Andes. Cinq employés resteront définitivement avec Don Fernando et feront descendre leur famille à l'hacienda.

Aujourd'hui, cette dernière abrite 180 personnes et recouvre, grâce aux défrichements et aux divers rachats de terre, « 510 hectares de terres planes, irriguées par une rivière et sans obstacles naturels particuliers. Il n'y a que de la bonne terre pour bien produire et bien vivre ». Les sols de cette zone sont en effet profonds et volcaniques, c'est-à-dire particulièrement fertiles et aptes à une agriculture pérenne d'exportation.

Les problèmes de légalisation foncière rencontrés par don Fernando sont complexes. Pour avoir juridiquement le droit de posséder plus de 50 hectares (il en a racheté 300), il dut justifier d'un compte en banque bien approvisionné et entretenir d'excellentes relations avec les représentants de l'*Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización* (Ierac) de Santo Domingo. Aussi, pour préserver la totalité de son exploitation, il dut, dès 1971, planter des cultures pérennes : à savoir des bananes *cavendish*, la variété d'exportation (*Musa sinensis*, cultivar *cavendish* ou *triploïde AAA*) et de la palme africaine (*Elaeis guineensis*). « C'est, d'après don Fernando, la seule manière d'occuper le sol de manière permanente. » Il ajoute :

« En 1973 (à l'époque de l'application de la seconde loi de réforme agraire équatorienne), il n'était pas question pour moi, encore colombien de nationalité, de faire de l'élevage : les législateurs de l'époque prenaient souvent les pâtures pour des terres laissées à l'abandon et les redistribuaient en conséquence aux colons. »

L'impact des lois de réformes agraires faiblit peu à peu et le statut de l'hacienda se normalise. Surtout, don Fernando se remarie en 1974 avec doña Elisa, mariage qui lui permet d'obtenir la nationalité équatorienne. C'est à cette époque qu'il investit dans l'élevage laitier et diversifie encore son exploitation en plantant du palmier (*Bactris gasipaes*).

Le système agricole de l'hacienda : diversification et complémentarité

La piste qui mène à l'hacienda La Fama part de la grand-route qui relie la ville de Santo Domingo, située en contrebas des piémonts andins, et le port d'Esmeraldas, qui s'ouvre à une centaine de kilomètres sur l'océan Pacifique. À une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Santo Domingo, on prend la piste en tournant vers l'ouest. À partir de ce croisement, et si l'on se déplace en voiture pendant la saison sèche, il faut bien trente minutes pour rejoindre l'hacienda ; il en faudra au moins le double en saison des pluies. La piste coupe l'exploitation selon un axe est-ouest et ne va pas plus loin. La traversée de l'hacienda permet de voir les différentes activités agricoles et d'élevage qui s'y effectuent.

Après avoir passé la « maison de maître » (*casa de hacienda*), on traverse une vaste bananeraie dont l'exploitation est la première source de revenus de l'hacienda. Le système de culture y est techniquement très élaboré : la plantation est irriguée, drainée et traversée par un « téléphérique », un câble sur lequel passe le chariot qui permet de transporter les régimes de bananes tout juste cueillis. Les rendements de la bananeraie sont élevés : ils justifient l'achat de la totalité de la production par la société Noboa, la compagnie exportatrice de bananes la plus importante du pays. La société offre également les services d'un de ses avions pour les aspersions chimiques indispensables. Les besoins en main-d'oeuvre de la bananeraie sont constants : quotidiennement, cinq ouvriers fertilisent, désherbent, sélectionnent les tiges les plus productives et surveillent l'ensemble de la plantation. Toutefois, l'activité s'intensifie deux jours par semaine : trois cueilleurs accompagnés de trois porteurs parcourent alors l'exploitation et coupent les régimes mûrs. Ceux-ci sont ensuite transportés par le téléphérique jusqu'à l'aire de lavage pour y être nettoyés, traités et emballés par une quinzaine de femmes. Par semaine, un hectare de banane produit 40 régimes de 20 kilogrammes. Au prix du régime en septembre 1990, les recettes d'exploitation hebdomadaires moyennes pour cette plantation de bananes de 100 hectares se montent à environ 8 800 dollars⁵.

Une fois la bananeraie franchie, on remarque, de part et d'autre de la piste, des pâtures séparées les unes des autres par des fils de fer barbelés. Le propriétaire est fier d'y élever des vaches *Gir Holstein*, une variété mieux adaptée aux difficiles conditions d'humidité locale que les pures *Holstein* européennes. Sur un cheptel d'environ 250 animaux, on dénombre une centaine de vaches laitières en pleine

⁵ Les prix qui apparaissent dans le texte ont été relevés en septembre 1990.

production ; une cinquantaine de vaches pleines ; environ 50 génisses et veaux destinés à la boucherie ; et cinq taureaux reproducteurs. Bien entendu, les pâtures sont à haute teneur protéinique. Tous les jours, dix gardiens assurent la surveillance du cheptel : ils vérifient les clôtures, dissuadent les voleurs de bétail et changent les bêtes de prés. Les vaches sont traitées à l'étable le matin et à la main par une dizaine de femmes dont c'est la tâche quotidienne. L'étable abrite aussi une citerne qui permet de conserver le lait à basse température. Chaque vache produisant en moyenne huit litres de lait par jour, cette activité rapporte à l'hacienda environ 120 dollars par jour, soit près de 44 000 dollars par an. En complément, la vente d'un veau ou d'une génisse rapporte 77 dollars, ce qui représente, pour l'ensemble des ventes, une recette d'au moins 3 888 dollars par an.

La limite des pâtures est marquée par « la rivière sans nom » au-dessus de laquelle passe un pont de bois. Sur la gauche, par-delà les plantations de palme africaine, on distingue les toits des maisons d'un des villages de travailleurs ; sur la droite, on découvre les plantations de palmier. Enfin, une vaste forêt se dresse là où s'arrête la piste. La palme africaine est une culture pérenne d'un très bon rapport financier et qui requiert des soins cultureux classiques : aspersion d'engrais et de fongicides, désherbage. Tous ces soins sont assurés quotidiennement par cinq travailleurs. La récolte de « l'or rouge », qui a lieu une fois par semaine, occupe trois coupeurs accompagnés de trois « aides ». Il faut aussi un tracteur pour transporter les régimes le plus rapidement possible à l'usine de transformation qui en extraira l'huile. À La Fama, un hectare planté en palme africaine produit en moyenne une tonne et demie de fruits par mois. Pour 70 hectares et au prix d'achat de la tonne de fruits, les recettes d'exploitation annuelles de l'hacienda se montent à environ 55 200 dollars.

Les soins cultureux apportés au palmier dont on extrait le cœur sont à peu près les mêmes que pour la palme africaine : pour cela, deux travailleurs assurent des rondes en permanence. Il leur faudra également sélectionner quatre tiges par palmier, tiges qui, au terme de quatre mois, produiront chacune un cœur. Une fois par semaine, les cœurs sont extraits par trois coupeurs accompagnés de trois assistants. Ils sont revendus à un entrepreneur agro-industriel qui possède une usine d'emballage pour 0,15 dollar la pièce. L'hectare de palmier produisant autour de 17 000 cœurs par an, les recettes de cette exploitation de 20 hectares se montent à environ 51 000 dollars pour l'année.

Le système d'organisation du travail à l'hacienda

Pour don Fernando, l'encadrement de la main-d'œuvre doit se résoudre par un organigramme « simple mais inflexible ». Notre planteur

place directement sous ses ordres trois « chefs de parcelle » : un pour la bananeraie, un pour l'élevage et un autre pour la palme africaine et le palmier. Il va les charger d'assurer le contrôle technique et la bonne exécution du travail sur les parcelles dont ils sont les responsables. A l'hacienda, les trois chefs se considèrent, et sont considérés, comme les délégués de l'*hacendado* : ils appliquent ses ordres et viennent lui rendre des comptes quotidiennement dans son bureau.

Simultanément, ces hommes sont les mécaniciens et les chauffeurs du petit remorqueur de l'hacienda. Ils sont également les seuls de la plantation à percevoir un salaire fixe et à bénéficier des avantages sociaux (retraite, assurance-maladie, etc.) liés au statut de travailleur permanent. En septembre 1990, leurs revenus mensuels se montaient à 38 dollars, revenus auxquels il fallait ajouter une prime de 11 dollars tous les six mois si, toutefois, leur travail de technicien agricole et de « contrôleur du travail » avait été jugé efficace par le patron.

L'*hacendado* n'intervient absolument pas dans le choix des hommes et des femmes (appelés les « journaliers ») qui composent les équipes de travail hebdomadaires des chefs de parcelle. La seule contrainte imposée par le propriétaire est la suivante : pour avoir le droit de résider au sein de l'hacienda, toute personne devra travailler quatre jours par semaine sur l'une des trois parcelles.

À l'hacienda, la journée de travail commence à 6 h et se termine à 16 h. Entre-temps, les ouvriers font une pause de un quart d'heure à 9 h et une autre de trois quarts d'heure à 12 h 30 pour le déjeuner. Les journaliers sont toujours affectés à une seule parcelle ou à un seul type d'activité. Ils seront tous rémunérés également, soit 1,10 dollar par jour. Leur salaire mensuel (33 dollars) est donc sensiblement plus élevé que le salaire minimal légal en vigueur dans le secteur agricole du pays (environ 17 dollars). Il reste cependant inférieur (d'un tiers à la moitié) à celui versé dans de grandes plantations voisines (DE SUREMAIN, 1992 : 356-357). C'est aux responsables de parcelle de contrôler le calendrier des ouvriers. Pour cela, ils tiennent à jour un « cahier des charges ». Le patron stipule (oralement) que les femmes et les hommes de plus de douze ans doivent être payés et traités de manière égale ; en revanche, « les enfants âgés de moins de douze ans ne sont pas rémunérés pour l'aide qu'ils apportent à leurs parents ». À La Fama, les salaires sont intégralement versés en liquide, tous les quinze jours, aux chefs de famille. Cette pratique est voulue par les chefs de parcelle : « Même si c'est la femme qui compte l'argent, c'est l'homme qui le perçoit. »

Contrairement à une pratique très répandue en Équateur, l'hacienda La Fama ne gère pas de boutique où les ouvriers iraient s'approvisionner. Chaque dimanche, le seul jour de repos de la semaine pour tous

les journaliers, les familles se rendent au marché de Santo Domingo pour se procurer certains vivres. De leur côté, les chefs de parcelle revendent des boissons et des cigarettes aux journaliers dans un marché noir toléré par l'*hacendado*. Il arrive qu'une mère de famille achète des pâtes ou du riz à des prix supérieurs de 30 % à ceux du marché. Une telle dépense signifie que la famille de l'acheteuse cherche à s'attirer les faveurs de son chef de parcelle, par exemple pour entrer dans une équipe de travail, ou travailler tel jour plutôt que tel autre afin de pouvoir sortir de l'hacienda. Loin d'être une dépense inconsidérée, l'achat sur le marché noir est un véritable investissement financier qui rapportera à la famille un avantage différé. Si les ouvriers ne peuvent pas payer comptant les marchandises, ils demandent une avance sur leur paye : alors, le taux d'intérêt pratiqué par les surveillants s'élève à 0,10 dollar par jour. Voici un système d'endettement duquel les trois chefs de parcelle et la plupart des journaliers sont familiers pour avoir déjà travaillé dans les haciendas des hautes terres des Andes avant de s'installer sur la côte.

La rigidité de l'organigramme et du système de travail tient à l'absence de toute convention sociale ou salariale unissant les travailleurs à l'exploitation. Tous les ouvriers y sont déclarés « temporaires ». Le fait de ne devoir travailler pour l'hacienda que quatre jours par semaine participe de la même logique. S'ils travaillaient cinq jours, les ouvriers auraient le droit de réclamer des avantages sociaux⁶ : tous sont donc des « journaliers permanents ». Il s'agit d'une caractéristique commune à de nombreux systèmes de travail d'hacienda (au Guatemala par exemple). Cette pratique est assez représentative de l'habileté des *hacendados* qui ont toujours très bien su tourner les législations sociales dans leur propre intérêt sans pour autant tomber dans l'illégalité.

La sévérité de ce système de travail interdit-elle aux ouvriers qui y participent de développer une forme d'organisation sociale qui leur soit propre ? Pour WOLF (1982 : 379), la réponse à cette question ne fait aucun doute : les plantations ne constituent pas « un type spécial de société » et les rapports de travail — souvent originaux — qui s'y développent restent, en dernière instance, déterminés par la logique de rentabilité économique inhérente au mode de production capitaliste. L'auteur va même encore plus loin (1982 : 380) en affirmant que c'est « le capital » lui-même qui recrée des spécificités culturelles à l'intérieur des communautés de travailleurs de plantation pour mieux s'en assurer le contrôle et, par voie de conséquence, les exploiter.

⁶ La traite des vaches est considérée comme une activité temporaire puisqu'elle n'a lieu que le matin. Le dimanche, seul jour de congé de la semaine pour les ouvriers, c'est le chef de la parcelle « élevage » qui garde les troupeaux avec sa famille.

Faire la part de ce qui est imposé par l'administration de l'hacienda et de ce qui est créé par les ouvriers agricoles est fort complexe ; notre analyse n'en sera donc que plus nuancée.

L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Maisons et villages : démographie et éléments d'organisation dualiste de l'habitat

Les 97 personnes qui participent au système de travail imposé par l'hacienda et qui ont le droit, de ce fait, d'y résider, sont divisées en 25 maisons ou familles nucléaires, et en sept grandes familles. Mais les habitants sont plus nombreux si l'on compte les 71 enfants de moins de douze ans et les douze personnes trop âgées pour travailler (tolérées dans l'hacienda). Finalement, nous avons dénombré 180 personnes vivant en permanence à l'hacienda. En moyenne, les familles nucléaires se composent de sept membres dont au moins trois travaillent pour l'hacienda. Les écarts par rapport à cette moyenne sont faibles : trois maisons comptent plus de dix membres et deux, moins de quatre.

Cette population se répartit en deux villages distincts situés au bord de la rivière qui traverse l'hacienda. L'un des villages est visible, sur la gauche du pont, et borde les plantations de palme africaine alors que l'autre, à droite du pont, est masqué par les palmiers. Si l'on suit le sentier qui longe le cours de la rivière, les villages sont distants de un kilomètre. Les deux villages regroupent pratiquement le même nombre de maisons (douze pour l'une et treize pour l'autre). Elles sont toutes fabriquées selon un modèle identique : les baraques sont en bois et construites sur pilotis ; les toits sont en zinc. Elles se composent de trois pièces d'une dizaine de mètres carrés chacune : la cuisine, la chambre des adultes et la chambre des enfants. Les maisons sont à peine séparées les unes des autres : les fenêtres, ouvertes au vent, transportent les odeurs de cuisine et les paroles des voisins. La convivialité familiale devient inévitablement publique.

Lorsque, en 1967, don Fernando accueille à l'hacienda six anciens colons (trois de la côte et trois de la sierra) auxquels il a racheté les terres, et cinq paysans sans terre de la sierra, c'est, en réalité, onze familles nucléaires qui viennent s'installer chez lui : « À cette époque, les familles étaient regroupées par région d'origine ; aujourd'hui, je n'en sais plus rien ; elles se sont toutes croisées entre-temps. » Le planteur insiste sur le fait que c'est lui qui a eu l'idée « pour faciliter la constitution de groupes de travail et ne pas trop dépayser les gens, et surtout les femmes, de regrouper les ouvriers par affinités culturelles

et géographiques ». Il est remarquable que cette bipartition fonctionnelle des familles (huit de la sierra dans un village, et trois de la côte dans l'autre) s'est pérennisée à travers les noms que les habitants ont donnés à leurs propres villages d'accueil : celui en aval s'appelle *Nuevo Guayas*⁷, et l'autre, en amont, *El Santo*. Aujourd'hui, don Fernando et ses chefs de parcelle différencient toujours les habitants selon des critères d'origine géographique et culturelle. Vient également s'ajouter un critère technique : il y a, en effet, les « gens de la banane » et les « gens de la palme africaine », appelés aussi les *Montubios*⁸ ou les Africains (en raison de leur type physique), qui habitent dans le village des trois familles originaires de la côte. Viennent ensuite les « gens des pâtures et du palmier » — « les Indiens » — qui habitent le village où ont cohabité les premiers colons de la sierra. L'association familiale et culturelle entre des travailleurs, leur origine géographique (sierra ou côte), un lieu d'habitation et une aptitude technique sont manifestes dans le nom des villages et de leurs habitants. Il est notable que les chefs de parcelles soient exclus de l'espace communautaire. S'ils ne nouent pas d'alliances avec les paysans, ils ne résident pas non plus dans les villages mais sur des parcelles qui leur sont confiées, à titre privatif, par l'*hacendado*.

Cette bipartition reflète-t-elle le système de travail imposé par l'administration de l'hacienda à ses ouvriers ? En vingt-trois ans, de 1967 à 1990, les habitants des deux villages ont tissé des liens par l'intermédiaire de nombreux mariages et ont donné un nouveau contenu à cette répartition fonctionnelle.

Villages et mariages : vers un modèle dualiste d'alliance

La reconstitution de la descendance des sept grandes familles qui regroupent la totalité des ouvriers agricoles de l'hacienda (trois de la côte et quatre de la sierra) fait ressortir un grand principe d'organisation sociale. Depuis leur installation définitive à la plantation, les familles de l'un et de l'autre village se sont en effet intermariées en observant une règle d'exogamie villageoise stricte⁹. Nous retrouverons ce principe d'organisation dualiste à d'autres niveaux de l'organisation communautaire. Mais rappelons avant tout la situation démographique

⁷ Le Guayas est un fleuve qui traverse le sud de la côte équatorienne. Il a donné son nom à l'une des provinces d'où proviennent plusieurs des colons venus s'installer à l'hacienda.

⁸ D'après DELER (1983 : 177), le *montubio* est un paysan dont les caractéristiques « socio-culturelles » proviennent de ses migrations successives dans les régions côtières.

⁹ Cette règle est originale et diffère de l'endogamie villageoise qui caractérise les sociétés andines étudiées, entre autres, par MOLINIÉ-FIORAVANTI (1981).

de l'hacienda en 1967 : à *El Santo*, on dénombre quatre grandes familles de la sierra non apparentées qui se décomposent en huit familles nucléaires ; à *Nuevo Guayas*, on compte trois familles nucléaires de la côte non apparentées.

En premier lieu, il nous faut souligner le fait que, à *El Santo*, les cinq paysans sans terre et originaires de la sierra venus défricher en 1967 étaient apparentés et qu'ils provenaient tous de *Pujili*, village de la cordillère occidentale ; c'est même sur la base de relations de parenté préexistantes que ces hommes avaient accepté de partir sur la côte dans la même équipe de travail — deux des travailleurs étaient frères et accompagnaient trois de leurs cousins au premier degré, l'un en ligne paternelle et les deux autres en ligne maternelle. Les mariages de deux de ces cousins (l'un patrilatéral et l'autre matrilatéral) et de l'une des filles de l'un des frères se nouent, dès 1971, avec des voisins du *Nuevo Guayas*. Dans les familles, on se rappelle ces alliances comme des moments très forts ; il n'y a pas de mariages pendant lesquels on ne les cite comme des exemples à suivre de réussite conjugale.

En second lieu, et toujours dans les mêmes années (1971-1975), les trois autres familles originaires de la sierra, qui cohabitent dans le même village que la grande famille évoquée à l'instant, ne nouent pas d'alliances entre elles. Lorsqu'on demande, aujourd'hui, les raisons d'un tel comportement, on s'entend dire que « tout ceci n'a rien à voir avec notre origine » et que s'ils sont descendus sur la côte, « c'est pour refaire notre vie et connaître un autre univers ». Si on insiste un peu, on entendra des justifications souvent teintées d'humour : « Si nous provenons de la même région, c'est que nous sommes déjà apparentés ; on ne peut donc pas se marier ensemble », ou encore « les mariages entre voisins sont comme les bonnes greffes qui donnent de belles plantes bien productives : pourquoi s'en priver ? »

Enfin, on constate que de leur côté, et même s'ils ne sont pas apparentés, les habitants du *Nuevo Guayas* ne se marieront jamais entre eux. Les trois familles nucléaires originaires de la côte comptent pourtant, vers 1970, à peu près 25 membres dont cinq en âge de se marier. Entre 1971 et 1974, les premières alliances sont effectivement nouées avec les villageois d'*El Santo* et se reproduisent ainsi depuis sans exception. En 1980, on compte à nouveau trois mariages entre les habitants des deux villages ; un, en 1982 ; trois, en 1983 ; deux, en 1985 ; un, en 1986 ; et le dernier, en 1990.

Après leur mariage, les époux quittent leurs parents respectifs et emménagent dans une baraque du village de l'époux, selon le principe de la virilocalité. S'ils veulent construire une nouvelle maison, l'affaire se complique et la demande est présentée, par l'intermédiaire du chef

de parcelle du mari, à l'*hacendado*. Elle a toutes les chances d'aboutir si les relations entre le couple de jeunes ouvriers et le chef de parcelle sont bonnes. Si ce n'est pas le cas, ce dernier pourra toujours dire que l'endroit où le jeune ménage veut s'installer est déjà exploité par l'hacienda ou que celle-ci n'a pas besoin de disposer d'un nouveau ménage de travailleurs. Comme la nature des relations entre les surveillants et les ouvriers se conçoit sur le long terme, il est de bon ton que le marié invite son chef à ses noces afin de mieux le préparer à sa prochaine requête.

Mais comment l'exogamie villageoise stricte et la résidence virilocale sont-elles parvenues à s'imposer dans une communauté qui compte des Andins — qui connaissent malgré une certaine homogénéité culturelle des règles d'organisation sociale souvent distinctes — et, surtout, des habitants de la côte pour lesquels il ne s'agit pas de règles traditionnelles ? Avant de revenir sur ce problème, il nous faut rappeler que, jusqu'à aujourd'hui, l'exogamie et la virilocalité sont respectées dans les deux villages, et ce modèle est d'autant plus fort que les jeunes qui se marient avec des « étrangers » ou « inconnus » en dehors de leur village natal ne peuvent revenir y vivre. Les mécanismes de sélection entre ceux qui resteront vivre — et donc travailler — à l'hacienda et ceux qui en partiront sont complexes. Ils font intervenir, notamment, la capacité des familles à assurer leur subsistance alimentaire. Or, précisément, l'essentiel de la nourriture des familles n'est pas achetée en dehors de l'hacienda mais produite sur place, sur une parcelle agricole entièrement exploitée par elles.

« Notre espace, notre temps » : répartition du travail et de l'espace agricole communautaire

Pour les ouvriers agricoles, l'obligation de travailler sur l'exploitation s'accompagne de l'usufruit collectif d'une parcelle agricole située au cœur de l'hacienda. L'allocation de terres aux travailleurs ressemble, mais ne s'identifie pas tout à fait, au « système *hasipungo* » qui apparaît dans les haciendas de la sierra (GUERRERO, 1977). D'une part, la terre allouée ne se subdivise pas en autant de lopins que d'ouvriers ; d'autre part, ces derniers sont rémunérés en argent, même si c'est en dessous du salaire minimal. Le système d'exploitation qui correspond à la parcelle collective reprend à son compte le principe d'organisation dualiste évoqué plus haut pour la répartition de l'habitat et le choix du conjoint.

La parcelle que l'hacienda prête à ses travailleurs en contrepartie de leur travail mesure une centaine d'hectares. Elle se situe au cœur de la réserve forestière de l'exploitation. Pour le propriétaire, l'octroi de cette parcelle indivise en usufruit est désintéressé : « Ces gens-là

ne sont pas des ouvriers comme les autres, ils font tous partie d'une grande famille ; ils ont tous leur vie ici. » Lorsqu'on lui demande pourquoi il n'a pas attribué un petit lopin à chacun de ses journaliers, comme ailleurs dans la région, don Fernando répond que le fractionnement — même limité — de la propriété peut conduire à son expropriation. Il pense que, dans une conjoncture politico-agraire favorable aux petits paysans, les ouvriers pourraient obtenir la propriété légale de ces lopins et ne plus avoir à travailler pour l'hacienda, ce qui reviendrait à le déposséder à l'intérieur même de ses terres. Ce raisonnement va favoriser l'épanouissement d'une véritable organisation sociale communautaire.

Les usufruitiers considèrent cette parcelle comme la leur surtout parce que les chefs de parcelle n'ont aucun droit de regard sur elle : « Ici, la terre est libre ; l'œil des chefs ne passe pas au travers des arbres. » Les modalités d'exploitation de la parcelle sont entièrement décidées par les ouvriers. Ces derniers deviennent des « paysans communautaires » (*comuneros*) qui chérissent la « terre de la communauté ».

La « terre de la communauté » se subdivise en deux sous-systèmes agricoles prolongés d'une vaste basse-cour. Le premier consiste en une bananeraie associée à des pieds de café, de cacao et de manioc doux. Les paysans appellent cette première section de parcelle *La Costa* car elle est mise en valeur par les *Montubios* du *Nuevo Guayas*. Le second sous-système de la parcelle est appelé *La Sierra* car il est confié aux Indiens d'*El Santo*, tous originaires des Andes. Sur *La Sierra*, on a semé du maïs dur (pour la consommation des animaux de basse-cour) et du maïs jaune (apte à la consommation humaine) associé à des haricots (noirs, rouges ou blancs) et on a planté des arbres fruitiers (citronniers, papayers, avocatiers).

Les produits cultivés ne sont pas revendus sur un marché mais sont redistribués au sein des familles exploitantes. Lorsqu'on y regarde de plus près, les redistributions de nourriture s'effectuent toujours entre des personnes issues de la même région. Un enfant de la côte apporte en effet de la nourriture à sa grand-mère (la cuisinière) qui est, certes, de la sierra par son mariage mais qui reste originaire de la côte par sa naissance. Il en va de même pour les enfants de la sierra qui approvisionneront toujours leurs grands-mères originaires de la sierra. Ces redistributions fonctionnent avec beaucoup de souplesse et de manière assez informelle, surtout pour les arbres fruitiers et les bananes : chacun va cueillir ce que bon lui semble et sans compter. Pour la récolte du maïs, qui requiert tous les six mois le travail d'une vingtaine de personnes sur quelques jours, les deux villages s'associent. À la fin d'une journée de récolte, les familles repartent du champ sans même se concerter sur les quantités recueillies par les unes et les autres.

Dans l'ensemble, les conflits (vols ou mauvais partages) sont rares autour de la redistribution des produits cultivés ; il s'agit davantage de malentendus vite réglés. En revanche, les paysans parlent de manière moins sereine, lors de conversations interminables, du problème de la nourriture qui pourrait « un jour » venir à manquer du fait de la « surpopulation » : les villageois soulignent alors la nécessité du mariage de leurs enfants avec des « étrangers » de la ville ou de l'hacienda voisine.

Contrairement à la parcelle, la basse-cour est individualisée : chaque famille y possède des porcs, des poules, des oies et des cochons d'Inde dans des enclos séparés. Leur entretien revient donc à chaque famille nucléaire et, surtout, aux enfants. Les animaux sont consommés lors des grands événements : noce, baptême, carnaval et fête nationale. Le surplus des animaux n'est pas systématiquement vendu malgré sa grande valeur financière. Il est même plus souvent offert aux filles (en dot), à des neveux ou à des nièces qui se marient (en cadeau de mariage), à des amis ou à des parents (contre plusieurs journées de travail à l'hacienda) ou aux chefs de parcelle (pour s'attirer leurs faveurs ou gagner leur pardon). En aucun cas la vente d'un animal ne dégage de bénéfices investis en dehors de la sphère communautaire¹⁰.

Les villageois se sont partagé la réserve forestière et ont élaboré un calendrier de pêche. Là encore, les chefs de parcelle n'ont rien à voir avec le découpage des activités. Par un consensus qui répète le principe dualiste, les paysans ont établi que la frange septentrionale de la forêt revenait aux *Montubios* et que la partie méridionale revenait aux Indiens. Les hommes viennent y ramasser du bois pour le feu alors que les femmes y cherchent des herbes ou des champignons réservés à un usage culinaire ou médicinal. Don Fernando passe parfois contrôler si des arbres ont été abattus sans sa permission. Une fois par an, il autorise en effet la coupe de troncs qu'il aura pris soin de marquer à l'avance. Les coupes, qui ne tiennent pas compte des sections de forêts des paysans, sont équitablement réparties entre les familles.

Pour ce qui concerne la pêche, les paysans ont mis au point un calendrier qui réserve la rivière à chacun des villages une nuit sur

¹⁰ Les paysans disent de leurs porcs qu'ils constituent un « compte-épargne ».

deux¹¹. Il existe également des tours de pêche au sein de chaque village : il s'agit du « droit à la pêche ». En général, les parties de pêche occupent les hommes et les enfants mais pas les femmes. La technique de pêche consiste à attraper les poissons dans un filet après les avoir aveuglés avec une lampe torche. Ils seront consommés le soir même. Pour les pêcheurs, le fait que la rivière n'ait pas de nom rentre bien dans la logique de partage de l'espace du calendrier : « Comme elle n'est à personne, elle n'a pas de nom. »¹²

La fréquence des mariages à l'extérieur de l'hacienda est importante : en moyenne, cinq enfants sur sept prennent un « étranger » pour conjoint. Les rencontres se font à la ville, le jour du marché ou lors des nombreuses soirées dansantes organisées par les mairies des villages voisins. Les scissions que connaissent les familles s'expliquent par les limites démographiques posées par le système de travail de l'hacienda et par la capacité productive de la parcelle communautaire. En effet, le maximum de personnes requis pour accomplir le travail de l'hacienda se situe à 65. Mais nous avons vu que le temps de travail des ouvriers était scindé en deux périodes complémentaires et obligatoires, ce qui contraint les ouvriers à ne travailler « que » quatre jours par semaine pour l'hacienda. Le dédoublement de l'emploi du temps des villageois — qui sont tantôt des journaliers tantôt des paysans communautaires — permet donc à un nombre plus important de personnes de résider et de travailler à l'hacienda. Toutefois, et même si le seuil démographique se trouve repoussé par ce système, le patron ne saurait accepter une quantité illimitée d'ouvriers. L'octroi d'une parcelle communautaire traduit la nécessité de limiter le nombre des résidents dans l'hacienda.

En effet, la capacité productive de la parcelle ne permet pas de nourrir plus de 200 personnes — selon les estimations mêmes des paysans — dans l'état actuel du système technique de production. Le mariage des enfants à l'extérieur de l'hacienda s'impose alors comme une nécessité absolue. Jusqu'à présent, les limites démographiques que l'hacienda souhaitait maintenir n'ont donc pas été dépassées ; le nombre de résidents entretenus par la parcelle reste limité et correspond finalement aux besoins de main-d'œuvre de l'hacienda.

¹¹ Pour les paysans, il n'est même pas pensable de pêcher le jour tant les occupations sont nombreuses. La pêche entre donc pour une faible part dans leur régime alimentaire ; elle est surtout vécue comme un véritable loisir, une sorte de « congé payé » comme on nous l'a dit ironiquement. Pendant la journée, la rivière est réservée aux femmes qui y lavent le linge de maison et les ustensiles de cuisine ; elles s'y lavent le matin avec les enfants, alors que les hommes s'y baignent le soir après le travail.

¹² Plus précisément, « la rivière sans nom » est le nom réel de la rivière pour les pêcheurs : face à nous, les pêcheurs parlaient d'« absence de nom » pour évoquer l'usage communautaire de la rivière.

En fait, la parcelle communautaire se substitue parfaitement à un système de contrôle démographique dont la mise en application serait conflictuelle.

POUVOIR, TRAVAIL, COMMUNAUTÉ

Le « chef de la communauté »

À l'époque des élections nationales, les paysans reconnaissent un nouveau « chef de la communauté ». Il est reconnu et non pas élu car, pendant quatre ans, « il a œuvré avec le chef précédent pour défendre et faire connaître la communauté au monde extérieur ». Pas d'élection donc pour instituer ce chef qui continuera ce que le précédent avait lui-même entrepris. Actuellement, nous sommes à la cinquième génération de chefs et chacun provient alternativement d'un des deux villages de l'hacienda. Là encore, le principe d'organisation dualiste fournit le cadre au sein duquel la communauté va se retrouver pour défendre un certain nombre d'intérêts communs.

Le rôle du chef est entièrement tourné vers l'extérieur. Il n'interfère jamais dans les affaires internes de la communauté. Personne ne va le chercher pour arbitrer des querelles entre voisins, parents ou villages ; là n'est pas son rôle et tout le monde le sait. Il n'est pas non plus de son ressort de régler les différends entre ouvriers et chefs de parcelle. Les dettes des uns, l'absence des autres à une journée de travail, tout cela l'indiffère. Il revient à chaque père de famille d'équilibrer les temps de travail de ses enfants entre la parcelle communautaire et l'hacienda.

En réalité, la vocation de chef consiste à « aller à la ville » pour obtenir des pouvoirs publics et du diocèse des crédits pour bâtir une école, un dispensaire ou une chapelle. La communauté ne rémunère pas son chef ; celui-ci retient juste (il ne sait pas écrire) ce qui lui est dû pour son transport et les divers frais de dossier. S'il peut demander aux paysans de se faire rembourser, il ne semble jamais le faire en réalité. Il travaille par ailleurs comme journalier et participe au système des tâches de la parcelle au même titre que tout le monde.

La fonction de relais assumée par le chef entre la communauté et le monde extérieur, le caractère pénible, coûteux et à la fois valorisant des démarches qu'il engage et la rotation du poste font penser à un système de charges. Nous retrouvons là — dans une micro-société en voie de stabilisation et au cœur d'une hacienda de création récente —

une institution andine et méso-américaine¹³. Il est remarquable que le développement d'une telle institution convienne à l'*hacendado* : celui-ci se voit en effet débarrassé de plusieurs démarches obligatoires (l'école).

Doit-on interpréter le désintéressement du chef pour les affaires internes à la communauté comme une limite de son pouvoir ? Les habitants de l'hacienda ne semblent pas vivre et penser les choses de cette manière.

« Travail pour soi, travail pour la communauté » : juxtaposition ou combinaison ?

Bien que le temps de travail obligatoire soit quantifié en journées et en argent par les chefs de parcelle, les journaliers n'en tiennent pas un compte précis, encore moins devant leurs voisins ou leurs parents. Le peu d'intérêt porté par les membres d'une famille au père qui redistribue l'argent durement gagné est manifeste : personne ne discute les parts fixées par celui qui, de son côté, fait tout pour que ce moment soit bref.

Paradoxalement, c'est le travail sur la parcelle communautaire qui fait l'objet d'un décompte précis. Des disputes éclatent lorsqu'un villageois a offert deux cochons d'Inde à un voisin (le double de ce que représente une journée de travail à l'hacienda) pour qu'il le remplace sur la parcelle communautaire. Les uns affirment que les raisons invoquées par le « déserteur » sont insuffisantes, ce à quoi le déserteur répond qu'il en était de même pour tel autre la semaine précédente. Les chefs de famille interviennent alors de concert et ordonnent au déserteur de remplacer gratuitement le plaignant pour une journée à l'hacienda. La valeur sociale associée au travail sur la parcelle collective est donc très grande puisque c'est l'ensemble des parents du déserteur qui subit les conséquences du délit. Il est vrai qu'un tel laxisme, s'il se généralisait, pourrait entraîner de fâcheuses insuffisances alimentaires.

Il n'est pas de repas du soir sans qu'on loue les mérites de celui qui a ramené « d'aussi bons produits à la maison¹⁴ ». À l'inverse, le travail à l'hacienda n'est pas évoqué directement. On discute seulement des conflits qu'il occasionne avec les chefs de parcelle. La valeur que les paysans confèrent à leur travail est perceptible à travers les

¹³ Les fonctions religieuses, sociales, politiques et économiques d'un système de charges andin sont étudiées par MOLINIÉ-FIORAVANTI (1982).

¹⁴ Nous nous souvenons avoir offert une boîte de haricots à nos hôtes. Non seulement celle-ci ne fut pas ouverte à table, mais donnée aux cochons séance tenante.

expressions qu'ils emploient. Ainsi, « travailler pour soi » se réfère à l'expérience du journalier. À l'inverse, on dit « travailler pour la communauté » lorsque l'on parle du travail sur les terres communautaires.

Dans l'esprit des ouvriers-paysans, ces deux expériences différemment valorisées se combinent, sans pour autant qu'elles soient hiérarchisées entre elles. S'ils savent que le « travail pour soi » est une condition obligatoire de leur statut de journalier, ils ne le considèrent pas pour autant comme suffisant pour « être paysan ». Pour cela, il est essentiel de maintenir une parcelle, de sceller des alliances et de se faire représenter par un chef. La plantation et l'espace communautaire s'ajustent donc l'un à l'autre pour donner forme à un système qui les englobe. L'hacienda n'est certainement pas cette « société plurielle » où se superposeraient plusieurs niveaux de détermination, les uns strictement capitalistes et les autres strictement paysans. Il s'agit d'un « produit de synthèse » entre des éléments techno-économiques et de valeurs socio-culturelles parfois inédites, parfois plus anciennes. L'inexistence du chef communautaire en tant qu'arbitre dans la communauté, d'une part, et entre l'hacienda et les journaliers, d'autre part, nous paraît exemplaire de ce principe. Sa vocation n'est pas de défendre les intérêts de la communauté là où ils sont déjà reconnus — ou totalement contrôlés — mais de les faire connaître là où ils ne le sont pas encore, à savoir en dehors de l'hacienda.

CONCLUSION

La confrontation d'une logique capitaliste et de « journaliers-paysans », dont la culture et les valeurs sont héritées d'univers culturels différents, favorise la création d'une micro-société. On a pu apprécier le rôle moteur du planteur dans l'émergence de la communauté.

Le dualisme qui se développe entre les deux villages (exogamie villageoise stricte, virilocalité, division du travail) semble bien être la clé de voûte de l'hacienda dans la mesure où il est à la fois le support de rapports de production capitalistes (qui produisent une rente) et de rapports sociaux communautaires (qui fabriquent de la société). L'organisation dualiste permet finalement le fonctionnement de l'exploitation agricole et la consolidation d'une micro-société en son sein¹⁵.

¹⁵ Au Guatemala, c'est plutôt l'opposition identitaire entre les Indiens et les Métis qui cimentent le fonctionnement des grandes plantations de café que nous avons étudiées (DE SUREMAIN, 1991).

Don Fernando a-t-il prémédité un tel succès ? Si la part de la contingence est importante, il n'en reste pas moins que tous les systèmes socio-économiques organisés — et *a fortiori* les plantations — intègrent des espaces qui les contredisent sans pour autant les détruire. Le fait que les habitants de la côte aient adopté des règles d'organisation sociale qui leur étaient étrangères manifeste la capacité d'un groupe à s'autostructurer. La fonction du chef communautaire confirme et fixe les limites de l'autonomie de la communauté par rapport à l'hacienda. Ce personnage, en resserrant les liens entre les individus, sert également les intérêts de l'hacienda en assumant diverses charges. Le système de plantation et l'espace communautaire se reflètent et se déterminent l'un et l'autre.

L'hacienda La Fama, à l'instar des nombreuses institutions du même type en Amérique latine, est à la fois exemplaire et unique. Elle est exemplaire car elle manifeste des processus de « longue durée », des strates d'influence — liées à l'histoire agraire du continent — étroitement enchevêtrées. Elle est unique car elle illustre et solutionne, de manière spécifique, ponctuelle, locale, cette histoire. Les acteurs qui vivent à l'hacienda ne sont pas non plus isolés. Le planteur, les surveillants métis, les ouvriers agricoles d'origine indienne appartiennent, qu'ils en soient conscients ou non, à des groupes qui dépassent le cadre de la plantation. Véritables creusets de sociabilité, les haciendas sont des points de jonction entre le local et le global, entre l'histoire et le présent, entre les acteurs et le système.

BIBLIOGRAPHIE

- BOSSEN (L. H.), 1982. — Plantations and labor force discrimination in Guatemala, *Current anthropology*, 23 (3) : 263-268.
- BOURGOIS (Ph.), 1989. — *Ethnicity at work : divided labor on a central american banana plantation*, Baltimore, Johns Hopkins Press.
- DELER (J.-P.), 1983. — « Estructuración y consolidación del área central (1830-1942) » in DELER *et al.* (1983) : 175-223.
- DELER (J.-P.), GOMEZ (N.) et PORTAIS (M.) (éd.), 1983. — *El manejo del espacio en El Ecuador*, Quito, Centro de Investigaciones Geográficas/Instituto Geográfico Militar, t. I.
- DESSAINT (A.-Y.), 1952. — Effects of the hacienda and plantation systems on Guatemala's indians, *América indígena*, 22 (4) : 323-355.
- GUERRERO (A.), 1977. — Renta diferencial y vías de disolución de la hacienda precapitalista en El Ecuador, *Caravelle*, 28 : 47-72.
- FLORESCANO (E., éd.), 1975. — *Haciendas, latifundios, y plantaciones en América latina*, México, Siglo XXI.
- MATOS MAR (J., éd.), 1970. — *La hacienda, la comunidad y el campesinado en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.

- MINTZ (S. W.) et WOLF (E. R.), 1975. — « Haciendas y plantaciones en Mesoamerica y las Antillas » in FLORESCANO (1975) : 493-531.
- MOLINIE-FIORAVANTI (A.), 1981. — Variations actuelles sur un vieux thème andin : l'idéal vertical, *Études rurales*, 81-82 : 89-107.
- MOLINIE-FIORAVANTI (A.), 1982. — *La vallée sacrée des Andes*, Paris, Société d'Ethnographie.
- STEWART (J. H., éd.), 1956. — *The people of Puerto Rico. A study in social anthropology*, Urbana, University of Illinois Press.
- SUREMAIN (Ch.-Éd. DE), 1991. — Ceux du Haut et Ceux du Bas : représentations de l'environnement, organisation sociale et rapports de travail chez les ouvriers agricoles d'une grande plantation guatémaltèque, *Écologie humaine*, 9 (2) : 3-25.
- SUREMAIN (Ch.-Éd. DE), 1992. — Les systèmes de plantation d'un système d'hacienda : étude sur la diversité des cultures et des mains-d'oeuvre dans trois grandes exploitations agricoles de la côte équatorienne (région de Santo Domingo de Los Colorados), *Bulletin de l'institut français d'études andines*, 21 (1) : 349-374.
- WOLF (E. R.), 1982. — *Europe and the people without history*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.